

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20110718

Dossier : T-1105-11

Référence : 2011 CF 898

Montréal (Québec), le 18 juillet 2011

En présence de monsieur le juge Harrington

ENTRE :

LE MINISTRE DU REVENU NATIONAL

demandeur

et

**ARRONDISSEMENT GREENFIELD PARK
ARRONDISSEMENT SAINT-HUBERT
ARRONDISSEMENT VIEUX-LONGUEIL
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-
MONTARVILLE
VILLE DE SAINT-CONSTANT
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VARENNES**

défendeurs

ORDONNANCE

LA COUR, après avoir lu l'affirmation solennelle de Monic Blanchette et pris connaissance de la demande du ministre du Revenu national (Ministre) et de ses prétentions;

CONSIDÉRANT que le Ministre demande l'autorisation de signifier ou faire signifier aux défendeurs un avis de fourniture de renseignements et de production de documents concernant des personnes non désignées nommément;

CONSIDÉRANT que les personnes sont identifiables ou forment un groupe identifiable;

CONSIDÉRANT que les renseignements et documents sont exigés pour vérifier si ces personnes ou les personnes de ce groupe ont respecté quelques devoirs ou obligations prévus par la *Loi de l'impôt sur le revenu*, LRC (1985), ch 1 (5^e suppl) (LIR);

CONSIDÉRANT que les renseignements et documents serviront à l'application et l'exécution de la LIR;

CONSIDÉRANT également la jurisprudence, plus particulièrement l'ordonnance prononcée par la juge Bédard le 14 juin 2011 dans le dossier T-906-11 (*Ministre du revenu national c Ville d'Asbestos et al.*);

ACCORDE la demande du Ministre suivant les dispositions prévues aux paragraphes 231.2(2) et (3) de la LIR;

AUTORISE ce dernier à déposer à la Cour la requête prévue par le paragraphe 231.2(3) de la LIR, par demande *ex parte*, à laquelle est joint un avis de demande *ex parte* composé d'une affirmation solennelle et de la pièce A, d'un mémoire des faits et du droit, d'un projet d'ordonnance et d'un projet d'avis au défendeur;

ORDONNE CE QUI SUIT :

1. Le Ministre est dispensé de l'observation des règles 301 et 304 et ss. des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 et est autorisé à présenter sa demande *ex parte* et selon une procédure sommaire;
2. Le Ministre est autorisé à signifier ou faire signifier à chacun des défendeurs l'avis fondé sur le paragraphe 231.2(1) de la LIR. qui le concerne et qui est joint à l'affirmation solennelle de Monic Blanchette comme pièce A (demande péremptoire de renseignements);
3. Le Ministre doit signifier à chacun des défendeurs, en personne ou par courrier recommandé ou certifié et au même moment, la présente ordonnance, la demande péremptoire de renseignements, une copie de l'article 231.2 de la LIR. et un avis au défendeur, dans la forme suivante :

« AVIS

À : destinataire

adresse

ville (Québec) code postal

PRENEZ AVIS qu'une instance a été introduite contre vous par Sa Majesté la Reine du chef du Canada, laquelle a requis *ex parte* d'un juge de la Cour fédérale une autorisation conformément au paragraphe 231.2(3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, exigeant que vous fournissiez des documents et des renseignements sur des tiers non désignés nommément décrits à la demande péremptoire visant la fourniture de renseignements et de documents sur des personnes non désignées nommément, jointe au présent avis.

L'autorisation jointe au présent avis a été rendue contre vous dans le dossier numéro T-1105-11 de la Cour fédérale.

Si vous désirez demander la révision de ladite autorisation, vous pouvez le faire en vous adressant à un juge de la Cour fédérale.

Toute requête en révision de l'autorisation de produire des renseignements et documents sur des tiers non désignés nommément **doit être présentée dans les quinze (15) jours de la date à laquelle l'autorisation vous a été signifiée.**

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour fédérale et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa, au numéro de téléphone 613-992-4238, ou à Montréal au 514-283-4820 ou à tout autre bureau local. »

4. Le greffe est dispensé de la signification de la présente ordonnance malgré la règle 395 des *Règles des Cours fédérales*.

LE TOUT SANS FRAIS.

« Sean Harrington »

Juge